

Résumés des contributions des journées d'études ADAL 14 et 15 octobre 2010

Axe 2: Les médias : vecteurs de construction des imaginaires et des représentations

Clémence Sredel, "« Amores de Barrio Adentro » : une réactivation du XIX dans le petit écran"

Dans le cadre de cette journée d'étude sur l'analyse des discours politiques en Amérique Latine, nous proposons une réflexion qui s'inscrirait dans le troisième axe sur les médias, vecteurs de constructions des imaginaires et des représentations. Il s'agira d'une étude sur une production audiovisuelle diffusée par la chaîne d'Etat en 2004 (moment stratégique de l'histoire récente du Venezuela, s'agissant de la période de la campagne du Referendum Révocatoire) à savoir la telenovela « Amores de Barrio Adentro ». Nous envisagerons comment les représentations médiatiques sollicitées cherchent à établir une filiation entre le processus politique contemporain et la geste indépendantiste du XIX, afin de promouvoir un imaginaire légitimant du pouvoir en place. Nous souhaitons analyser par quels mécanismes discursifs la culture de masse met en scène des figures de la culture populaire, des figures historiques, des figures mythiques afin de réactiver des imaginaires stratégiques dans le contexte d'alors.

Mots-clés : Venezuela, Représentations médiatiques, Telenovela, Imaginaire politique.

Clémence Strédel Doctorante IRIEC - Université de Toulouse

Erika Thomas, "Figurations et configurations médiatiques des discours politiques : Globo, une vision du Brésil"

Premier conglomérat médiatique d'Amérique Latine, le groupe Organizações Globo est fédéré par la première chaîne hertzienne du pays, TV Globo, dont la création au lendemain du coup d'Etat militaire de 1964 inaugure les liens indéfectibles entre le groupe et la politique. En cette année d'élection brésilienne [1], TV Globo est de nouveau accusée de faire campagne pour son candidat, José Serra (PSDB [2]), en relayant son slogan de campagne : « Le Brésil peut plus [3] ».

Le 18 avril 2010, dans son programme dominical Fantastico, TV Globo qui fête ses 45 ans fait en effet dire à ses principaux acteurs et à divers jingles : Nous voulons plus. Plus d'éducation, de santé, d'amour et de paix. Brésil ? Beaucoup plus [4]. Pour enrayer la polémique, TV Globo décide de retirer ses jingles commémoratifs en arguant néanmoins que le jingle avait été conçu en 2009 [5] mais que la chaîne ne prétend pas offrir de prétexte à être accusée d'être tendancieuse [6].

Porte-parole du régime militaire dans les sombres années de dictature (68-78) ; accusée de désinformation en 1982 pour empêcher la victoire au poste de gouverneur de Rio d'un candidat adverse à celui du parti de la dictature ; silencieuse lors des manifestations populaires de 1984 qui exigent le suffrage universel pour les élections

présidentielles, manifestations que la chaîne refuse de couvrir ; partie prenante en 1989, lors d'un débat télévisé opposant les candidats à la présidence Collor et Lula...les exemples de reconfigurations discursives médiatiques sont multiples et nous conduisent à considérer la question des discours politiques au Brésil au travers du montage qu'en fait le groupe Globo en questionnant la réception et l'influence du groupe en matière politique, les aspects historiques, les convergences idéologiques actuelles avec d'autres grands groupes de presse brésiliens et la place des médias alternatifs dans la lecture politique du pays.

Mots-clés : Média Brésil Globo Discours Politique

Erika THOMAS : Enseignant-chercheur Faculté Libre des Sciences Humaines de Lille
Institution de rattachement : IRCAV Paris 3, Sorbonne Nouvelle
Notes

[1] Les élections présidentielles auront lieu le 3 octobre 2010.

[2] Partido da Social Democracia Brasileira (Parti de la Sociale Démocratie du Brésil.)

[3] O Brasil pode mais.

[4] Todos queremos mais. Educação, saúde e, claro, amor e paz. Brasil ? Muito mais Voir vidéo 45 ans Globo et campagne José Serra : <http://www.youtube.com/watch?v=AU6d...>

[5] Affirmation mise en doute par certains journalistes :

<http://colunistas.ig.com.br/luisnas...>

[6] Central Globo de Comunicações, 18/04/2010 :

<http://redeglobo.globo.com/novidade...>

Myriem Aboutaher, "La Triple Frontière : Construction discursive d'un espace transnational imaginé"

La Triple Frontière, où confluent les limites internationales du Paraguay, de l'Argentine et du Brésil, est un espace de recherche magnétique pour tout anthropologue, sociologue, géographe, économiste et politologue s'intéressant aux études de frontières, que ce soit sous une perspective d'étude des champs de sécurité, de commerce frontalier, du fait religieux, de la diversité culturelle, de l'intégration régionale de l'aménagement du territoire dans le Mercosur ou de l'analyse de discours. C'est un espace imaginé [1], d'intersections multiples, marqué par des identités plurielles et superposées. Dans cet espace les appartenances nationales, ethniques, religieuses et sociales se combinent et se construisent [2]. Dans l'imaginaire médiatique nord-américain, cette zone paraît comme une terre sans loi où mafias, terroristes islamistes, criminels coexistent et règnent en maîtres. En effet, la visibilité de la communauté arabe dans la région, juxtaposée à celle de l'Islam a suscité de la part de la presse et du gouvernement nord-américain, la construction d'une image négative sur la TF. L'administration de G.W.Bush a assimilé la région à un espace transnational qui condense tous les problèmes de sécurité contemporains : terrorisme islamique, mafias transnationales, piratage, contrebande, blanchiment d'argent, narcotrafic, trafic d'armes et divers articles volés [3].

L'analyse des médias nord-américains ainsi que de nombreux rapports officiels gouvernementaux décrivent la région comme un « safe haven », « un refuge sûr » pour le terrorisme international, dans lequel les trois pays de la TF sont incapables de mettre de l'ordre. Pour la Federal Research Division de la Bibliothèque du Congrès [4] ainsi que pour diverses agences gouvernementales des États-Unis, la région est considérée comme un centre clé d'entraînement de groupes terroristes, mise ainsi sur le même pied d'égalité que des pays tels que l'Afghanistan ou le Pakistan. C'est à partir de ce moment que les spéculations sur la région ont créé un lien entre des événements distants tels que les attentats du 11-S et une série de circonstances locales telles que la présence de la communauté arabo-musulmane de la région ainsi que les problèmes de contrôle étatique dans les frontières latino-américaines. La TF a été, à partir de ce moment, construite systématiquement comme « une nouvelle » dans les médias. Elle a été insérée comme une menace dans l'agenda officiel de sécurité des États-Unis.

A partir de 2003, le discours nord-américain assimilant la TF à un centre de financement des groupes terroristes islamistes est mis à mal. En effet, ce discours a engendré bien des critiques de la part des mouvements sociaux de la région y voyant le début d'une intervention directe des États-Unis en Amérique du Sud. Ainsi d'autres publications journalistiques au niveau régional, des agences de presse alternatives, des médias indépendants, des organisations écologistes et forums sociaux ont commencé à présenter des contre-arguments face au discours nord-américain. Ils dénoncent la diabolisation de la région par l'administration et les médias nord-américains. Selon ces derniers, la construction d'une menace terroriste dans la région n'est pas réelle, mais constitue davantage une couverture pour légitimer une présence américaine dans cette région stratégique afin de prendre le contrôle des ressources naturelles de la région.

Ainsi, nous essayerons lors de cette journée d'étude de déterminer dans quelle mesure l'administration de G.W. Bush à la lumière des événements du 11-S, a construit, à travers ses différents discours (médias, rapports gouvernementaux...), la Triple Frontière comme un espace qui menace la sécurité des États-Unis. Nous essayerons aussi de démontrer que ce que l'on nomme TRIPLE FRONTERA est un espace imaginé, une frontière construite par les discours des médias nord-américains mais aussi par d'autres acteurs locaux : organisations écologistes, médias alternatifs, forum sociaux régionaux, leaders religieux. Pour eux, le discours nord-américain n'est qu'un prétexte pour l'administration de G.W. Bush d'augmenter sa présence militaire dans la région et de réaliser son véritable objectif. Cet objectif consisterait à s'emparer des ressources naturelles de la région, notamment de l'Aquifère Guarani [5], la réserve d'eau la plus importante du monde, partagée par les trois pays de la TF.

Mots-clés : terrorisme, construction discursive, frontière, espace transnational, administration G.W. Bush.

Myriem Aboutaher, doctorante IHEAL-CREDA-Paris 3.

Notes

[1] Les auteurs Gimenez Beilveau et Silvia Montenegro, utilisent le terme « imaginé » pour expliquer que c'est une frontière construite par les représentations qui lui donnent une entité.

- [2] GIMENEZ BELIVEAU Veronica, MONTENEGRO Silvia, "La Triple Frontera : globalización y construcción social del espacio", Miño y Dávila, Buenos Aires, 2006.
- [3] Rabossi Fernando, En la calles de ciudad del Este, una etnografía del comercio de frontera", Centro des Estudios Antropologicos de la Universidad Catolica, vol 68, Paraguay, 2003.
- [4] HUDSON Rex, Terrorist and Organized crime groups in the Tri-Border Area (TBA) of South America, Federal Research Division, Library of Congress Juin 2003.
- [5] Les Etats-Unis ont mis en place un système destiné à évaluer l'ampleur de l'Acuifero Guarani, d'assurer son exploitation « durable » et éviter tout type de contamination. Pour cela, ils ont utilisé comme fer de lance de leurs recherches la Banque mondiale, l'Organisation des Etats américains, des institutions allemandes et hollandaises qu'ils contrôlent et certains éléments universitaires des pays concernés. Ils ont consacré un budget de 26 millions 760 mille dollars et ont fait en sorte d'intégrer les communautés indigènes et la société civile dans leurs plans qui sont : déterminer l'ampleur des ressources, éviter leur contamination, réguler son exploitation « durable » et maintenir de manière permanente le contrôle sur ces ressources.
-

Eglantine Samouth et Yeny Serrano, "Nomination et enjeux politiques : nommer un conflit dans les médias colombiens et vénézuéliens"

Les médias sont-ils des vecteurs de construction des représentations ? Et au-delà, jouent-ils un rôle dans la construction de la réalité sociale ? C'est sur ces aspects que nous souhaitons nous interroger, à partir de deux situations de conflit : la tentative de coup d'État d'avril 2002 au Venezuela et le conflit armé en Colombie ; deux situations montrant que s'il existe un « virage à gauche » en Amérique latine, celui-ci n'est ni stable ni uniforme. En tenant compte du fait qu'il s'agit de conflits bien différents, l'un éphémère – bien que révélateur de la polarisation de la société vénézuélienne – l'autre endémique, dans des contextes politiques eux aussi différents, nous nous proposons d'observer la manière dont les médias peuvent orienter la lecture d'une situation de crise. Dans les deux cas, les acteurs sociaux qui se confrontent défendent des intérêts particuliers et font circuler dans l'espace public une certaine façon d'interpréter la réalité. À cet effet, certaines catégories linguistiques sont utilisées pour décrire et expliquer les faits. Elles peuvent être plus ou moins porteuses d'une orientation argumentative favorable à la cause de l'une ou l'autre des parties en conflit (Veniard, 2003).

C'est pourquoi nous examinerons la façon dont sont nommés l'un et l'autre conflit dans les médias de ces deux pays. Dans le cadre de l'étude des événements sociaux, et plus particulièrement, des conflits et des crises extrêmes, la nomination représente en effet un intérêt fondamental dans la mesure où elle est révélatrice de prises de position des locuteurs vis-à-vis de ces derniers, et par conséquent, porteuse d'enjeux politiques.

D'une part, nous examinerons la désignation, par la presse quotidienne vénézuélienne [1], du coup d'Etat contre Hugo Chávez en avril 2002. Il s'agit d'observer de quelle manière est nommé cet événement politique majeur au moment même où il se produit. On évoquera ainsi la difficulté à catégoriser, et donc à nommer l'événement lors de son surgissement. On se penchera également sur l'emploi de deux syntagmes, servant tous

deux à désigner ce même événement, mais supposant deux versions totalement opposées de celui-ci : golpe de Estado et renuncia. La concurrence entre ces deux termes donne la mesure de l'impact de la qualification : si la chute de Chávez est considérée comme une démission, il est possible de légitimer l'instauration d'un gouvernement provisoire [2] ; en revanche si cette dernière est la conséquence d'un coup d'Etat, toute mesure de transition est illégitime, et peut entraîner des sanctions de la communauté internationale. De plus, la catégorisation (ou non) de l'événement aura une importance décisive lors du procès des acteurs impliqués dans les faits. Nommer un événement ce n'est donc pas seulement le décrire, c'est aussi « un mode d'intervention dans le débat public, un engagement » (Krieg 2000 : 66).

D'autre part, l'analyse des JT nationaux colombiens [3]. permettra de mettre en évidence dans quelles conditions, par qui et comment, le conflit armé en Colombie est nommé dans les informations télévisées : s'agit-il d'une confrontation, d'un conflit, d'une guerre, d'une guerre civile ? Des enjeux de reconnaissance et de légitimité sont au cœur de cette problématique de la nomination du conflit. En fait, le gouvernement affirme qu'il n'y pas de conflit armé, mais uniquement la présence de groupes armés hors-la-loi qui n'ont aucune orientation politique ni légitime, ce qui justifie le renforcement des opérations militaires. En revanche, l'opposition et certaines organisations internationales (ONU, CICR) décrivent la situation en Colombie comme un « conflit armé interne » ou « conflit armé à caractère non international ». Les tenants de cette position sont favorables à une solution négociée du conflit et reconnaissent des causes sociales, économiques et politiques qui en sont à l'origine.

Dans les deux cas, on s'attachera à observer, d'une part, quelles sont les désignations privilégiées par les différents types de locuteurs, et d'autre part, comment les journaux eux-mêmes (de presse écrite ou télévisés) se positionnent face à celles-ci. Peut-on parler, pour ces deux conflits, de l'existence d'un « enjeu désignatif » (Véniard 2007 : 68 ?

Mots clés : Colombie, Venezuela, nomination, conflit, événement.

Eglantine Samouth, Doctorante au Céditec, Université Paris-Est Créteil

Yeny Serrano, Doctorante, Université de Genève
Notes

[1] Corpus constitué de trois des principaux quotidiens nationaux vénézuéliens : El Nacional, El Universal, et Últimas Noticias.

[2] Un très bref gouvernement provisoire, dirigé par Pedro Carmona, sera instauré du 12 au 14 avril 2002.

[3] Corpus constitué des quatre journaux télévisés de diffusion national en Colombie : Telepaís, CM&, Noticias Caracol et Noticias RCN.

Laura Calabrese et Alejo Steimberg, " Le média est encore le message : émergence d'un nouveau discours politique dans la blogosphère argentine"

La blogosphère politique argentine se caractérise par une présence marquée du discours pro-gouvernemental. Ce fait doit être appréhendé dans le contexte d'un paysage médiatique fortement concentré, où la plupart des médias appartiennent à deux groupes d'entreprises opposés aux politiques du gouvernement. En conséquence, la blogosphère « kirchnériste » (du nom de la présidente Cristina Fernández de Kirchner et de son mari, l'ancien président Néstor Kirchner) se veut une alternative à ce qui est perçu comme « le dispositif médiatique de l'opposition ».

Il est évident que l'analyse du discours de la blogosphère politique argentine ne peut pas être entreprise sans comprendre les particularités du paysage politique local, une tâche pour laquelle le clivage traditionnel gauche/droite ne suffit pas. En effet, cette dyade conceptuelle est remplacé par le pair « peronismo »/« antiperonismo », qui divise et structure la politique argentine depuis 65 ans.

Le kirchnérisme est donc un phénomène inséparable du péronisme, mais qui le dépasse. Il existe en effet un kirchnérisme « non péroniste », qui ne se définit pas comme péroniste mais non plus (et surtout pas) comme antipéroniste, et auquel appartient une grande partie des blogs kirchnéristes ou pro-kirchnéristes. Issus d'horizons politiques assez divers du champ progressiste, les blogueurs kirchnéristes ont en commun un certain nombre de caractéristiques, notamment une position pragmatique face au caractère « fourre-tout » du péronisme, ce qui les oppose à l'antipéronisme tant de gauche que de droite. L'essor de la blogosphère kirchnériste est étroitement lié à un événement politique particulier, le « conflicto del campo » (conflit de la campagne), qui a opposé le gouvernement aux plus puissantes associations de producteurs ruraux. Ce conflit est devenu l'élément fédérateur pour les blogueurs pro-gouvernementaux.

Le but de cette communication est de présenter ce phénomène médiatique et discursif dans le paysage politique argentin. Nous essaierons de cerner les caractéristiques de ce discours émergent, en avançant l'hypothèse que le média (le blog) est sa condition de possibilité. Dans un deuxième temps, nous tenterons de décrire la blogosphère kirchnériste comme un univers de discours cohérent doté d'une force pragmatique et argumentative claire.

Mots-clés : blogosphère argentine- formations discursives- progressisme- péronisme

Laura Calabrese (Université libre de Bruxelles) - Alejo Steimberg (Universidad de Extremadura)